

# Économie

## Politique industrielle

# Le diagnostic de la BAD

● Dans son dernier rapport «Perspectives économiques en Afrique», la Banque africaine de développement (BAD) estime que le Maroc a pu profondément modifier son panier des exportations grâce aux métiers mondiaux, mais que les équilibres macro-économiques demeurent fragiles.

La Banque africaine de développement (BAD) a présenté, à l'occasion de ses 52<sup>e</sup> Assemblées annuelles tenues dimanche dernier à Ahmedabad (Inde), son rapport «Perspectives économiques en Afrique» consacré à l'entrepreneuriat et l'industrialisation (voir analyse page 21). La BAD y est notamment revenue sur le cas du Maroc, soulignant les performances des nouveaux métiers du Maroc (automobile, aéronautique et électronique) qui ont permis de modifier en profondeur le panier des exportations, après une décennie de stratégies actives dans ce sens. Toutefois, la part de plus en plus importante de ces industries dans l'export ne suffisent toujours pas à compenser les déséquilibres macro-économiques, notamment ceux de la balance commerciale. «Le déficit commercial, établi à 15,4% en 2016, reste structurellement important au Maroc», rappelle la BAD dans son rapport. Les importations des biens d'équipement ont augmenté de 27%, principalement tirées par le développement de la Ligne ferroviaire à grande vitesse, le rajeunissement du parc de l'Office national des chemins de fer (ONCF) et la reprise progressive du BTP. Toujours très ancré à l'Europe dans son commerce extérieur, avec à peine 2% de ses échanges réalisés avec l'Union du Maghreb arabe (UMA), le Maroc s'est fortement engagé ces dernières années dans la diversification de ses partenaires. «Un accent particulier a été mis sur l'intensification des échanges avec le reste de l'Afrique. Ainsi, en 2016, après avoir exprimé le souhait de voir le Maroc réintégrer l'UA lors de son 27<sup>e</sup> sommet (souhait réalisé en janvier 2017), le roi Mohammed VI s'est rendu en Afrique de l'Est (Éthiopie, Rwanda, Tanzanie), à Madagascar et au Nigeria pour si-



AKWUMOT ADESTINA  
PRÉSIDENT DE LA BAD

### COMPTES COURANTS (EN POURCENTAGE DU PIB)

	2008	2013	2014	2015	2016(E)	2017(P)	2018(P)
Balance commerciale	-20,7	-21,9	-20,3	-15,7	-15,4	-17,9	-18,9
Exportations de biens (f.o.b.)	21,7	20,6	21,7	22,2	21,2	20,2	19,7
Importations de biens (f.o.b.)	42,4	42,5	42,0	37,9	36,6	38,0	38,5
Services	6,8	6,0	6,4	6,3	4,4	6,6	8,1
Revenu des facteurs	-0,5	-1,5	-2,4	-2,6	-2,4	-1,8	-2,0
Transferts courants	9,4	8,1	9,1	9,4	9,5	9,7	9,9
<b>Solde des comptes courants</b>	<b>-5,0</b>	<b>-9,3</b>	<b>-7,1</b>	<b>-2,5</b>	<b>-3,8</b>	<b>-3,4</b>	<b>-2,8</b>

SOURCE : BAD

gner de nouveaux accords», commente la BAD. Dans les faits, près de la moitié des investissements directs du Maroc à l'étranger (41%) se concentrent sur l'Afrique subsaharienne depuis

cinq ans (2011-2015), avec 8 MMDH investis. Le Maroc est ainsi devenu en 2015 le premier investisseur étranger en Côte d'Ivoire (22% des investissements). À ce titre, il faut rappeler

Le Maroc est notamment épinglé sur sa politique de formation et d'éducation.

que le Maroc est aujourd'hui le premier investisseur intra-africain. Toutefois, le Maroc gagnerait à mieux développer et soutenir son tissu de PME. «En termes d'emploi, la probabilité qu'une entreprise de moins de 10 salariés en compte plus de 100 après cinq ans est négligeable (0,4%). En termes de valeur ajoutée, les chaînes de valeur intégrées ont du mal à se constituer», affirme la BAD qui déplore l'absence de connexion entre les secteurs industriels, ce qui limite les synergies et le développement des tissus industriels fondés sur les PME. Pour la BAD, le soutien à l'industrie passe notamment par l'amélioration du niveau du système d'enseignement et de formation, maillon faible dans le développement du capital humain. «Malgré les énormes efforts entrepris par les autorités, les taux de scolarisation dans le secondaire et le supérieur restent faibles. La durée moyenne de scolarisation est inférieure à la moyenne des pays ayant le même niveau de revenu. Ceci aboutit au développement d'une main-d'œuvre maîtrisant mal les compétences générales et spécifiques», précise le rapport. Cette situation impacte négativement le développement des secteurs qui dépendent de main-d'œuvre qualifiée et ont vu leur valeur ajoutée diminuée. Une seconde contrainte relève des risques microéconomiques avec un système juridique lent, une distorsion au niveau du système fiscal, un accès difficile au foncier et une réglementation du marché du travail contraignante.

PAR **AYOUB NAÏM**  
a.naim@leseco.ma

## Les IDE en forme

Les IDE devraient se redresser légèrement en 2017, même si les risques intérieurs et internationaux entretiennent leur volatilité. Les apports d'IDE à l'Afrique devraient progresser de 2% environ en 2017, à 57,5 milliards USD, avec l'Égypte en tête des bénéficiaires (9,5 milliards), devant l'Éthiopie (4,4 milliards) et le Maroc (4,3 milliards). Les flux entrants d'IDE dans certains pays exportateurs de produits de base devraient progressivement reprendre des couleurs en 2017, après le ralentissement de 2016. Sur le plan de l'investissement intra-africain, le Maroc s'affirme de plus en plus comme un investisseur de premier plan, avec environ 8 milliards USD d'investissements annoncés en 2015-16, signe des gains en capacités des entreprises marocaines dans les services financiers, les télécommunications et les industries manufacturières. Pour rappel, la majorité des investissements annoncés du Maroc concernent l'Éthiopie, un résultat qui découle de la signature d'un accord, en novembre 2016, entre le groupe marocain Office chérifien des phosphates (OCP) et le gouvernement éthiopien pour plus de 3 milliards USD d'investissements destinés à la construction d'une usine d'engrais. La Côte d'Ivoire est le deuxième bénéficiaire des IDE du Maroc (2,7 milliards USD en 2015-16), qui détrône ainsi la France, ancien premier investisseur dans ce pays.